

# Un territoire, un terroir, ça se défend

## Défense du cadre de vie et de la ruralité : l'union fait la force



### Contre la décharge de Saint-Escobille : les chances de gagner sont réelles

Une nouvelle bataille juridique commence auprès du tribunal administratif d'appel. De nouveaux arguments vont être défendus. Information importante, l'arrêt préfectoral de projet d'intérêt général est désormais caduc.



### Couloirs aériens : Franck MARLIN demande des sanctions

Trop souvent, les avions ne respectent pas les trajectoires vers Orly. Ils survolent des territoires qui ne devraient pas l'être. Trop, c'est trop. Franck MARLIN demande que des sanctions soient infligées.



### RN20 saturée : assez !

Stop au racket des concessionnaires autoroutes urbaines, périurbaines et sur les trajets domicile-travail. Le gouvernement a cédé. Pas nous. L'A10 doit devenir gratuite en Île-de-France. Nous ne désarmons pas. Votre député a demandé que ce sujet soit examiné par ma commission du développement durable à laquelle il appartient.



### Eoliennes : le combat continue

La Gauche, à l'Assemblée nationale, s'est opposée à l'instauration d'une distance de 1 000 m à la place de 500 m, entre les éoliennes et les habitations. Un scandale sanitaire. Où est le principe de précaution ? Un principe que défend votre député, aux côtés des habitants et des élus, contre les éoliennes à Angerville et à Mondeville notamment.

### Compost-Sud Essonne : un comité de suivi de site demandé

À l'initiative de Franck MARLIN, une réunion s'est tenue avec le responsable de l'entreprise Compost Sud-Essonne, implantée à Boissy-le-Sec, dont les nuisances olfactives sont insupportables pour les habitants de cette commune et des alentours. Il a été décidé de réaliser une étude indépendante des rejets atmosphériques issus des activités de compostage et, en accord avec les riverains et les élus locaux, de demander au Préfet de l'Essonne la création d'un comité de suivi de site.

### Aux côtés des associations de défense de l'environnement, des élus, des chambres consulaires... votre député reste mobilisé pour :

- ✓ défendre le projet de retour en terres agricoles des terrains militaires de l'ancienne base de Mondésir et refuser leur transformation en aire de grand passage pour les gens du voyage (plus de 200 caravanes).
- ✓ refuser la recherche des gaz et huiles de schiste en Essonne.

**Le retrait du projet de création de quais de chargement d'hydrocarbures à Cerny, qui aurait eu pour effet la circulation de 340 camions citerne en plus sur la RD191, a été obtenu. Mais votre député reste vigilant...**



# Franck MARLIN, votre député, vous informe

Juin 2015

## “L'alternance, une urgence”



Chères Amies, Chers Amis,

En cette année où est célébré le 70<sup>e</sup> anniversaire de la Libération de la France, c'est un vent de liberté et de résistance qui doit souffler sur notre pays.

**L'utilisation du 49.3 pour faire passer en force sans débat à l'Assemblée nationale, la « loi fourre-tout » Macron est lourde de sens. Elle témoigne d'un déni de démocratie mais surtout du mépris ouvertement affiché envers les Français et leurs représentants. Elle est l'illustration d'une politique et de ses échecs lourds de conséquences.**

Par sectarisme et aveuglement idéologiques, la Gauche au pouvoir ne nous entend plus, n'écoute plus les conseils, ne voit plus les réalités et les souffrances du quotidien. Elle

réforme dans l'incohérence et la précipitation, elle écrase sous le poids des taxes et des impôts, elle méprise et trahit valeurs et engagements.

**Les Français n'en peuvent plus. Ils l'ont fait savoir lors des élections municipales et départementales. Ce n'était pas un vote sanction. Contrairement à ces élites bien pensantes et mal agissantes qui nous gouvernent, nous connaissons les besoins et les attentes.**

Nous savons ce qui peut être bon et utile. **Nous voulons de la proximité, de l'écoute, du respect. Nous ne voulons pas de toutes ces structures comme le Grand Paris, ou le Grand Evry. Nous ne voulons pas que l'on dégrade notre cadre de vie mais qu'on nous aide à le protéger. Nous voulons pouvoir vivre, travailler, élever nos enfants dans notre région en toute sécurité.**

Ne pas se résigner. Refuser la fatalité. C'est l'enseignement de notre histoire. **Cela a toujours été, vous le savez, le fondement de mon action. La République, elle est une et indivisible. Aujourd'hui, avec la Gauche, elle est morcelée, fracturée, communautarisée.. Ça suffit !**

*Avec détermination* Franck MARLIN



### Des classes pour nos enfants, nos écoles et nos villages

Après la diminution des dotations horaires globales pour les lycées d'Étampes, de Mennecy et de Cerny, les secteurs ruraux de l'Essonne sont pillés de leurs enseignants au bénéfice du Nord du département.

Dénonçant cette situation, votre député s'est battu tout au long de ces dernières semaines aux côtés des parents d'élèves, des enseignants et des élus locaux. Il n'y avait pas de temps à perdre. L'inspection académique a donc été sollicitée.

Certaines classes ont déjà pu être sauvées et, pour d'autres, de nouveaux comptages auront lieu à la rentrée.

**Autre victoire. Les travaux attendus à la section SEGPA du collège de Guigneville ont été réalisés.**

## RÉSERVES PARLEMENTAIRES pour les projets des communes

Pour 2015, Franck MARLIN a obtenu **70 500 euros** de subventions pour 11 communes : **Arrancourt** (pour rendre le cimetière accessible aux personnes à mobilité réduite, 4 100 €), **Auvernaux** (achat et pause de radars pédagogiques, 3 400 €), **Blandy et Brouy** (remplacement d'une pompe du forage d'eau potable, 8 000 €), **Boissy-la-Rivière** (panneaux de signalisation, 4 000 €), **Boissy-le-Cutté** (changement des feux tricolores sur la RD 191, 2 000 €), **Brouy** (réhabilitation et sécurisation du château d'eau, 10 000 €), **Gironville-sur-Essonne** (extension du réseau d'eau pour alimenter un poteau incendie et renforcer la sécurité incendie à l'école maternelle, 4 000 €), **Guillerval** (rénovation de la cour de la future mairie, 16 000 €), **Mespuits** (sécurisation du mur du cimetière, 7 000 €), **Vert-le-Petit** (équipement des classes en outils numériques, 2 000 €) et **Videlles** (travaux de mise en sécurité de l'église, 10 000 €).



Les propositions de loi, les amendements, les déclarations de votre député, ses questions écrites...

Retrouvez encore plus d'informations sur : [www.franckmarlin.fr](http://www.franckmarlin.fr)

### Restons en contact

Les permanences parlementaires organisées dans la circonscription reprendront à compter du mercredi 2 septembre (liste des dates sur [www.franckmarlin.fr](http://www.franckmarlin.fr)).

Vous pouvez également le contacter directement par courrier électronique : [depute@franckmarlin.fr](mailto:depute@franckmarlin.fr)



### Transfert de charges, baisse des dotations... les collectivités volontairement asphyxiés par le gouvernement. Une erreur économique insupportable !

Le gouvernement a trouvé la solution pour redresser les comptes de la Nation. Après le matraquage fiscal des contribuables, le gel des retraites, les hausses de TVA... place aux coupes franches des dotations qui vont principalement frapper pour les villes et villages. Pourtant dans le même temps, le gouvernement leur demande d'assumer le poids de réformes coûteuses que, très majoritairement, les communes contestent comme les fameux rythmes scolaires...

Non seulement le programme de réduction de 30% des dotations de l'Etat aux collectivités locales d'ici 2017 (près de 16 milliards) les met dans des situations financières périlleuses, obligeant certaines à passer sous la tutelle de l'Etat... Un comble... Mais cet effort demandé est aussi injuste et disproportionné. En effet, 70% des travaux publics émanent des collectivités. C'est donc encore un coup dur pour l'économie et l'emploi. En fait, le gouvernement par ce tour de passe-passe veut transférer l'échec de sa politique et son impopularité sur les communes. Inacceptable !



## SÉCURITÉ

“ Ils ont osé déclarer  
**L'Etat tient ses engagements** ”

(Manuel Valls, à Mayotte, le 13/06/2015)



**La réalité : les chiffres de la délinquance explosent**

En trois ans, presque toutes les formes de délinquance ont augmenté en France. La hausse des cambriolages de 10,4 % sur tout l'hexagone parle d'elle-même. La Gauche ne se préoccupe pas des questions de sécurité. L'idéologie Taubira fait des ravages et avec elle le sentiment d'impunité explose.

En Essonne, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2012, il manquait 56 policiers, soit l'équivalent d'un commissariat. En septembre prochain, il en manquera 132 ! Quant aux gendarmeries, qui couvrent de larges territoires, elles ne disposent pas des effectifs suffisants. Comment peut-on assurer la sécurité des personnes et des biens dans de telles conditions ?

## ÉCONOMIE & EMPLOI

“ Ils ont osé déclarer  
**J'aime l'entreprise** ”

(Manuel Valls, à Berlin, le 23/09/2014)



**La réalité : plus de charges et d'impôts !**

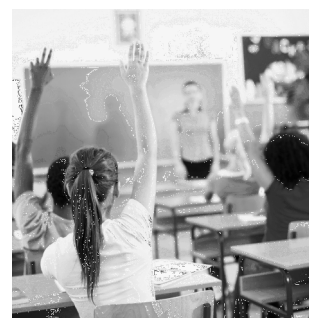
Plus de 1 000 000 de chômeurs en plus, toutes catégories confondues, en trois ans, voilà le résultat d'une politique économique incohérente qui a plombé la confiance et d'une hystérie fiscale (+ 9,4 milliards d'euros sur la capacité de financement des entreprises). Les artisans, les commerçants, les chefs des petites et moyennes entreprises sont les cibles préférées du gouvernement. Aucune simplification, que de nouvelles contraintes !

Alors que la croissance repart et le chômage baisse chez nos voisins européens, la France est toujours en panne. Pourtant, François HOLLANDE a dépensé (l'argent du contribuable) sans compter : plus de 3 milliards d'euros par an pour financer 450 000 contrats aidés...

## ÉDUCATION

“ Ils ont osé déclarer  
**On est fidèles à l'école de la République** ”

(Manuel Valls, le 17/05/2015)



**La réalité : des réformes inégalitaires rejetées par tous**

Après la généralisation des nouveaux rythmes scolaires qui a désorganisé la vie des familles, fatigué les enfants, détérioré les conditions de travail des enseignants, mis à mal les finances des communes... la Gauche continue son travail de sape contre l'école de la République.

Sous couvert d'égalitarisme, c'est la médiocratie qui l'emporte avec la réforme du collège : réduction de l'enseignement du latin et du grec à de simples notions de civilisation, fragilisation de l'apprentissage de l'allemand, mise en place de l'enseignement d'une seconde langue dès la 5<sup>e</sup> mais en réduisant les heures consacrées à la première langue vivante,...

## SANTÉ

“ Ils ont osé déclarer  
**Une exigence : faciliter la santé au quotidien** ”

(Marisol Touraine présentant sa loi santé, le 15/10/2014)



**La réalité : la Santé publique mal en point**

Quelle démagogie ! Après avoir obligé les hôpitaux à dégager près de un tiers des 10 milliards d'euros d'économies attendus sur les dépenses de santé d'ici 2017, et programmé la suppression de 22 000 postes, la ministre de la santé s'attaque aux professionnels du secteur privé.

Là encore, dans ce domaine essentiel, la Gauche n'apporte aucune réponse aux difficultés que rencontrent les Français pour se soigner à proximité de chez eux : manque de généralistes et de spécialistes, notamment dans les secteurs ruraux, regroupement des hôpitaux, fermetures de services, urgences surchargées... Le bilan de la santé en France est plus que préoccupant.

## Une autre politique est nécessaire.

**Aires d'accueil des gens du voyage.** Répondant aux attentes des élus locaux et des habitants, Franck MARLIN avait codéposé une proposition de loi visant à renforcer les sanctions et pouvoirs des Maires contre les occupations illicites de terrains privés ou publics. Ce n'aurait été que justice... Mais la Gauche en a voulu autrement par idéologie. : elle a donné de nouveaux droits aux gens du voyages et alourdi les contraintes pour les collectivités.

**Police et gendarmerie.** La lutte contre la délinquance passe par une présence renforcée sur le terrain. C'est ce qu'a demandé votre député au ministre de l'intérieur.

**Commissariat d'Étampes.** Enfin ! Un rendez-vous a été obtenu au Ministère qui a reconnu la nécessité d'un nouveau commissariat à Étampes.

**268. C'est le nombre d'amendements déposés par votre député** lors de l'examen du « Projet de loi Macron », pour soutenir les TPE, les PME, les commerces, les professions réglementées... Il a également voté « pour » la censure du gouvernement lorsque le Premier ministre a fait appel à l'article 49-3 pour passer ce texte en force. Entre loi fourre tout et déni de démocratie, la coupe est pleine !

**Valoriser l'attractivité et les atouts économiques de notre région** sont une priorité qui passe par un accompagnement des entreprises, comme l'Union des forgerons, à Méréville, dont le projet d'extension sur la voie ferroviaire désaffectée Étampes-Pithiviers est freiné par RFF. Votre député est intervenu.

## Les interventions de Franck MARLIN.

**Avec la réforme du collège, on en perd encore une fois son latin.** Ca suffit de s'en prendre aux enfants et à leur éducation. Pour votre député, le latin et le grec ne sont pas des langues mortes. L'apprentissage de l'allemand doit être préservé et valorisé. La suppression des classes bilingues et des sections européennes est inacceptable. Mais les enseignements de langue et de culture d'origine (ELCO) qui concernent 9 pays (Algérie, Maroc, Portugal, Tunisie, Turquie...) sont maintenus. Cherchez l'erreur !

**Lorsque l'on parle d'égalité dans l'Éducation nationale** cela signifie qu'il ne doit pas y avoir les écoles des villes et les écoles des champs ! Tous les enfants ont droit à un service public d'éducation égal, en qualité et en accès, en tout lieu du territoire national.

**Avec s'être attaqué à l'hôpital public, le gouvernement s'en prend avec sa loi santé à la médecine libérale.** Ce texte est dangereux pour la qualité des soins et les relations médecins-patients. D'un côté les médecins vont être contrôlés et devenir des « salariés » de l'assurance maladie. De l'autre, tout le monde va penser que la santé est gratuite. Où est le sens des responsabilités ? Où est la logique ? Franck MARLIN a déposé 32 amendements pour dénoncer les effets de cette politique et défendre les soins de proximité.

**Parce qu'elle est un service public de proximité essentiel,** Franck MARLIN refuse catégoriquement le projet de déménagement de la CNAV d'Étampes vers Arpajon.